



L'INDUSTRIE SUÉDOISE SE POSITIONNE DANS UNE EUROPE NOUVELLE

PAR GUNNAR ELIASSON

Institut des recherches économiques et sociales de l'industrie. IUI, Stockholm

De longue date, l'économie suédoise a joué la carte de la spécialisation internationale.

Cette forte ouverture sur l'extérieur était acceptée grâce à un système de protection sociale qui atténuait fortement les éventuels effets néfastes sur diverses personnes. Ce mélange d'organisation politique et industrielle a fait merveille pendant plusieurs décennies, mais doit être profondément adapté. Tout d'abord, les années 70 et 80 ont été marquées par une concurrence étrangère de plus en plus sévère, entraînant d'importants changements organisationnels : si les grandes entreprises ont ainsi été amenées à s'implanter de plus en plus à l'étranger avec succès, par contre l'adaptation indispensable est beaucoup plus difficile pour les petites et moyennes entreprises, et notamment les sous-traitants. D'autre part, l'ouverture récente du système financier suédois est une véritable nouveauté. L'adhésion à la Communauté européenne apparaît alors comme un moyen de rétablir l'expansion industrielle en Suède et la crédibilité extérieure de sa politique économique, sous condition que la formation de la main-d'œuvre, traditionnel point fort de la Suède, ne subisse pas de dégradation. À la crise des années actuelles devrait alors succéder, grâce à d'importantes adaptations du système productif, un renforcement de la compétitivité et une reprise de la croissance.

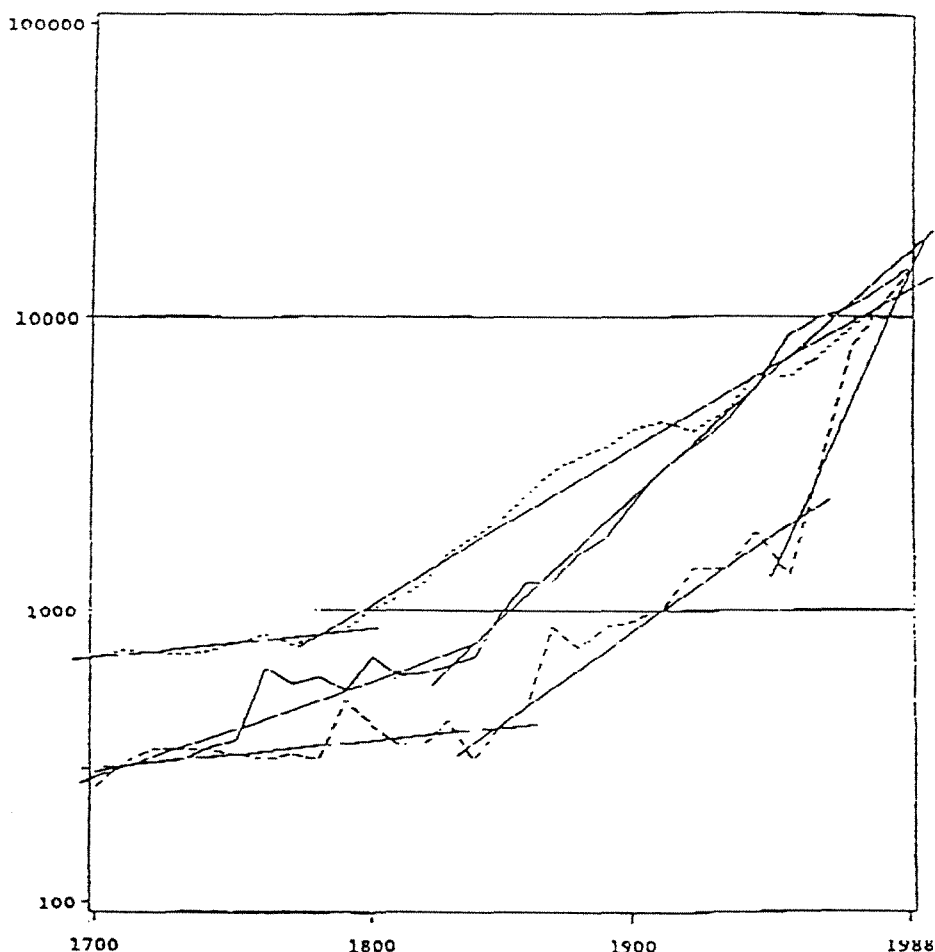
Plus longtemps et plus systématiquement que dans la plupart des pays, la prospérité économique suédoise s'est construite autour d'une mise à profit toujours plus étendue des avantages de la spécialisation internationale. La politique qui en a donné les moyens impliquait le maintien d'une économie ouverte, exposée à la concurrence, une politique qui a même été « codifiée » comme une tradition économique-politique, le classique *modèle suédois*. Historiquement parlant, la croissance a été très rapide mesurée à l'aune internationale, et jusqu'à la fin des années 60 elle a suivi la tendance qui s'était établie durant la révolution industrielle (figure 1).

L'accélération de la croissance et de la spécialisation industrielle s'est accompagnée d'une rapide mutation structurelle et d'une transformation notable et incessante de l'environnement dans lequel opèrent les entreprises et les hommes. Pour ce qui est des entreprises, c'est là un aspect naturel des conditions du marché. Les personnes, quant à elles, ne peuvent être exposées sans autre forme de procès aux rigueurs du marché ouvert. Le modèle suédois supposait donc en complément un système de protection sociale, lequel a été conçu, dans les années de l'après-guerre, de manière à stimuler et non entraver la mobilité sur le marché du travail et la croissance.

Aussi longtemps que la compétence industrielle et les indispensables matières premières étaient surabondantes, et aussi longtemps que le secteur public représentait une part relativement faible du PIB, le mécanisme de croissance suédois a fait merveille. Les structures de commercialisation internationale des grandes firmes suédoises étaient un élément moteur pour la croissance de l'économie. C'est ainsi que la politique économique suédoise en est venue à représenter jusqu'à la fin des années 60 une recette de succès internationalement réputée, consistant en un mélange d'organisation politique et industrielle. Même si les conditions du marché ont changé dans le monde, ce modèle reste aux yeux de beaucoup digne d'être préservé. Face à la nouvelle Europe, la Suède possède d'une part une industrie exceptionnellement internationalisée et performante sur laquelle se fonde sa prospérité, et de l'autre une constellation intérieure de dispositifs publics de protection sociale reposant sur une pression fiscale



FIGURE 1 : Évolution du produit national brut en Angleterre, au Japon et en Suède depuis 1700



aujourd'hui extrêmement élevée et sur une utilisation tout aussi élevée des ressources publiques, surtout si l'on prend en compte l'ensemble du système de transferts sociaux. Beaucoup estiment aujourd'hui que les bases de l'État-providence sont menacées par une incorporation plus étroite à la Communauté européenne, tandis que d'autres font valoir que l'intégration économique internationale, tout à fait indépendamment de la coopération formelle avec la Communauté européenne, a déjà fait disparaître les conditions d'une poursuite de la politique de bien-être social de la Suède. Ce tableau se complique encore du fait que le modèle politique suédois, qui a remarquablement fonctionné comme accélérateur de la croissance dans les années 50 et 60, en est venu

dans les années 70 et 80, avec la rapide expansion d'un vaste secteur public, à agir comme une entrave à la croissance.

Bien qu'une analyse économique rationnelle conduite à des conclusions sans équivoque quant aux avantages d'une adhésion, et à la constatation que l'industrie suédoise, à des égards importants, est déjà « dans la Communauté », nous sommes placés devant un considérable problème de pédagogie économique s'agissant d'amener définitivement l'ensemble de la Suède vers un ancrage sûr dans la CE.

Les entreprises géantes des années 80

Des signes annonciateurs de temps moins favorables pour l'économie étaient percep-

tibles dès le milieu des années 60, époque où la concurrence se durcit sur les marchés internationaux. Les crises pétrolières des années 70 laissaient présager des évolutions nettement défavorables. Les industries de matières premières et les industries de base connaissaient des difficultés et ne parvenaient pas à créer de nouvelles valeurs de production au même rythme que par le passé.

Les années 80 ont été marquées par une concurrence étrangère extrêmement sévère pour notre industrie mécanique lourde. Notre important réservoir de main-d'œuvre ouvrière relativement bon marché ne constituait plus le même avantage comparatif que naguère. Mais les bons ingénieurs devenaient une force de travail relativement peu coûteuse, et la part de la production mécanique à forte intensité de recherche s'accrut. Des crises des années 70 émergèrent dans les années 80 une série d'entreprises internationales gigantesques (tableau 1). Alors que les autres pays industriels enregistraient une réduction de l'échelle de production et une baisse de la taille moyenne des entreprises, l'industrie suédoise présentait dans toutes les branches une évolution en sens inverse. Auparavant déjà, la Suède avait une concentration unique d'entreprises internationales qui dominaient l'économie nationale (tableaux 2 et 3). Par la voie de changements organisationnels novateurs, cette évolution s'accrut encore dans les années 80. Aidées en partie par une série de dévaluations, Électrolux, ASEA (aujourd'hui devenue ABB) et d'autres grandes firmes suédoises se muèrent en géants internationaux, essentiellement sur des marchés de produits arrivés à maturité. La réussite de ces entreprises était le fruit d'une compétence organisationnelle novatrice. Elles conjugaient les avantages d'échelle dans le domaine du développement des produits (recherche et développement) avec la commercialisation et la production internationales. Ces synergies organisationnelles dans une bonne douzaine de grandes entreprises (voir tableau 4) ont donné un élan à la croissance tout au long des années 80. Dans le reste de l'industrie, la situation ne se présen-

L'ADHÉSION, UN ATOUT POUR UN NOUVEAU DYNAMISME ÉCONOMIQUE DE LA SUÈDE



TABLEAU 1 : Les grandes entreprises suédoises, comparaison internationales 1989

	Nombre d'entreprises parmi les 500 plus grandes d'Europe	Dont industrie	Nombre d'entreprises par million d'habitants
Danemark	4	(-)	08
Norvège	4	1	10
Autriche	11	1	15
Belgique	11	5	11
Finlande	14	9	28
Hollande	21	7	14
Suisse	32	9	48
Suède	33	19	39
France	72	27	13
Allemagne	103	42	17
Angleterre	130	41	2.3
Nombre total	435		

TABLEAU 2 : L'emploi dans les entreprises multinationales suédoises

	1960	1965	1970	1974	1978	1986
Production intérieure	105 510	147 290	182 090	221 110	227 150	259 820
Total des emplois à l'étranger y compris les sociétés non productives	—	(172 117)*	(224 800)*	292 400	300 000	369 800
Emploi à l'étranger en pourcentage de l'emploi industriel intérieur suédois	—	(18)*	(24)*	31	34	48
Total des emplois industriels intérieurs	880 260	938 915	921 780	929 200	874 230	777 270

TABLEAU 3 : La dominance des grandes entreprises internationales suédoises dans l'industrie suédoise

Les dix plus grandes entreprises suédoises représentaient, en pourcentage :

	1965	1978	1986
Exportation suédoises de marchandises	23	27	29
Emplois suédois à l'étranger	80	72	76
Emplois industriels en Suède, y compris emplois indirects chez les sous-traitants	13	21	25
Total R&D, Industrie	—	ca 28	—
	42	ca 45	61

tait pas sous un jour aussi favorable. La figure 2 suggère que ce sont les branches internationales des firmes internationales qui ont été à l'origine de la bonne rentabilité du capital dans les grandes entreprises suédoises. Cela concorde bien, du reste, avec l'orientation internationale fortement accrue des entreprises suédoises dans les années 80, en particulier des grandes entreprises, relevée dans plusieurs études de l'IUI.

L'appel de l'étranger

Pour une entreprise en expansion qui doit accroître sa capacité de production, il semble souvent normal d'implanter une nouvelle usine ailleurs que là où elle se trouve avoir ses installations actuelles. Plus l'entreprise est importante, plus l'expansion à l'étranger apparaît naturelle. Et c'est ce qu'ont fait dans une grande mesure les entreprises suédoises. Mais cette expansion à l'étranger est particulièrement entachée de risques et requiert des compétences spécifiques. Ces compétences existent de longue date dans nos grandes entreprises. Le rapprochement accru avec les marchés étrangers a été source de rentabilité, ce qui a encouragé ces dernières années les entreprises industrielles suédoises à installer même leurs unités de production de pointe hors de Suède (Brannerhjelm 1990).

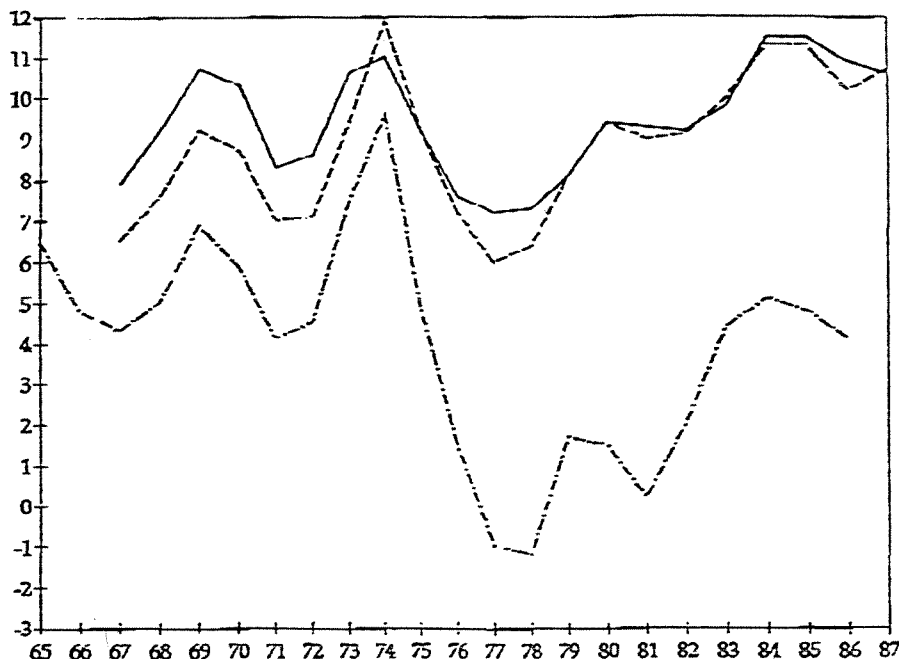
Encore que les grandes firmes internationales dominent l'économie suédoise plus que dans tout autre pays, elles ne sont pas seules. Les petites et moyennes entreprises représentent encore la majeure partie des emplois industriels en Suède et ce sont des entreprises nouvelles et innovantes — dont nous savons très peu de chose — qui seront, à très long terme, déterminantes pour la croissance de la production industrielle. La croissance industrielle ne peut au demeurant être comprise sans prendre en considération le rôle de la production de services, tant privée que publique, dans l'économie suédoise.

Les petites et moyennes entreprises

En regard des grandes firmes dominantes et prospères, le revers de la médaille est un sec-



FIGURE 2 : Rentabilité du capital dans les 10 et 43 plus grandes entreprises ainsi que dans les secteurs nationaux de l'industrie suédoise



--- Ensemble des industries --- Les 43 plus grandes entreprises — Les 10 plus grandes entreprises

teur anormalement restreint de petites entreprises d'une rentabilité plutôt médiocre. Les petites entreprises tiennent une place importante dans l'ensemble de la production, particulièrement si l'on y inclut la production privée de services. Les petites et moyennes entreprises suédoises (à l'exception des sous-traitants) réalisent souvent des produits relativement sophistiqués pour des créneaux de marché bien délimités. Elles possèdent par ailleurs des structures de commercialisation assez développées. En analysant les « chiffres » de ces entreprises, on constate que du point de vue interne elles présentent beaucoup de similitudes avec les grandes entreprises, à cette différence près qu'en général elles manquent d'expérience et de compétence pour exercer une activité de production à l'étranger. Il pourrait être tentant de voir dans les grandes firmes internationales les entreprises qui, un jour, ont pris le risque de miser sur l'étranger et qui ont réussi, alors que les autres sont restées petites. Cette idée peut être correcte dans l'ensemble, mais ne tient pas pour ce qui est

de la Suède de l'après-guerre. À la différence des États-Unis par exemple, la famille des grandes firmes suédoises se compose de « vieilles ». Les deux tiers des quarante principales grandes entreprises ont commencé à produire avant le tournant du siècle, aucune après la Deuxième Guerre mondiale (voir tableau 4). Les petites entreprises d'aujourd'hui seraient ainsi des firmes qui n'ont pas osé se lancer sur les marchés internationaux, et représentent en conséquence un groupe à problèmes face aux contraintes que leur imposera une Europe élargie.

Les sous-traitants

Les sous-traitants suédois se trouvent dans une position particulièrement précaire. Ils fournissent leurs plus gros volumes aux grandes entreprises, dont quelques-unes semblent en passe d'entrer en crise. Et même en l'absence de crise, les sous-traitants voient leur clientèle sur le point de quitter le pays. Pour pouvoir sauvegarder leur position, les sous-traitants sont donc dans l'obli-

gation d'agrandir leur échelle, de s'internationaliser et de trouver de nouveaux clients étrangers, ce pour quoi ils sont en général mal armés. Il y a donc lieu de s'attendre dans les années 90 à une marginalisation généralisée des entreprises de sous-traitance, soit qu'elles n'osent pas s'internationaliser, soit qu'ayant pris le risque, elles échouent. Restent les grands sous-traitants qui ont réussi mais qui entrent dès lors dans le groupe de grandes firmes internationales. L'économie de la nation suédoise aura à en pâtir.

L'entreprise industrielle moderne

L'idée que l'on se fait couramment de l'entreprise industrielle est celle d'une usine qui produit des marchandises. Mais une entreprise industrielle moderne est essentiellement tout autre chose qu'une usine. Dans la moyenne des entreprises suédoises, seulement un quart environ de l'effectif total est affecté directement à la production. Le reste du personnel s'occupe de développement des produits, de commercialisation, de distribution, de formation interne, de gestion... Qui plus est, une part considérable des achats porte sur des services. De fait, les prestations de services avancées pour l'industrie sont le secteur qui progresse le plus vite dans les pays industriels. D'une manière générale, une part considérable de la production privée de services est axée sur l'industrie.

Dans tous les pays, les responsables politiques s'inquiètent de la baisse de l'emploi dans ce que, statistiquement, on appelle l'industrie. De 1950 à 1985, la part de l'industrie dans le PIB est tombée d'un peu plus de 30 % à un peu moins de 25 %. Cela reflète au premier chef une réduction de la part de la fabrication dans les grandes entreprises et une diminution du nombre d'emplois ouvriers, en particulier des emplois peu qualifiés. Mais si nous refaisons les comptes de la nation en cherchant à y faire la part de la production privée de services qui s'intègrent à divers niveaux à la valeur brute de la production fournie par l'industrie, nous constatons que « l'industrie réelle » ainsi redéfinie a représenté en moyenne 50 % du PIB pendant toute la

L'ADHÉSION, UN ATOUT POUR UN NOUVEAU DYNAMISME ÉCONOMIQUE DE LA SUÈDE



TABLEAU 4 : Les vingt principaux exportateurs suédois

	Valeur en bourse	Exportateurs Exportations en % du total des exportations suédoises					Type d'activité	Date de création
		1988	1988	1985	1981	1978		
1. Volvo	8,7	11,5	11,5	10,6	9,2	5,0	Automobiles, véhicules industriels, produits alimentaires, etc.	1926
2. Saab-Scania	4,1	6,6	5,4	4,2	3,8	1,6	Véhicules industriels avions, automobiles	1937/1891
3. ASEA (aujourd'hui AB5)	6,7	5,4	4,1	5,2	3,4	2,6	Équipement électrique lourds, robots	1883
4. STORA	5,6		2,5	1,5	1,5	1,7	Pâtes et papier	1200-talet
5. MoDo	1,7		1,1	1,3	1,3	1,0	Pâtes et papier	1873
6. Nobel Industri	2,2	2,7	1,5	1,2	1,3	1,0	Matériel militaire, Chimie	1873
7. Electrolux	6,1	2,3	3,0	3,6	2,3	0,8	Électroménager, etc.	1910
8. SCA	5,9	2,2	1,8	2,3	2,1	3,0	Pâtes et papier etc.	1929
9. Sandvik	4,5	2,1	1,9	2,6	2,6	2,2	Alliages durs, acier	1862
10. Nordstjernan	—	1,9	—	—	—	—	Construction	—
11. Trelleborg (Boliden)	2,6	1,9	1,5	1,8	1,2	1,4	Conglomérat	1925
12. Ericsson	4,1	1,9**	1,5	1,8	1,2	1,4	Télécommunication	1876
13. SSAB	—	1,4	2,2	1,5	1,5	—	Acier	(1978)
14. IBM (filiale suédoise)	—	1,4					Ordinateurs, imprimantes	—
15. Södra Skogsägarna	—	1,1	1,0	1,5	1,5	0,6	Pâtes et papier	1943
16. Industries forestières de l'État (ASSI)	—	1,1	1,1	—	—	—	Pâtes et papier	1941
17. KF (Fédération suédoise des industries coopératives de consommation)	—	1,1	—	—	—	—	Commerce de détail, industries diverses	—
18. IKEA	—	1,1	—	—	—	—	Distribution et fabrication de mobilier	—
19. Pharmacia	3,2	1,1	—	—	—	—	Produits et équipements pharmaceutiques	?
20. Tetra Pak	—	1,0	—	—	—	—	Équipements de conditionnement	1950

(*) En pourcentage de la valeur boursière totale des entreprises industrielles suédoises à la Bourse suédoise en 1988

(**) Approximativement

période de l'après-guerre. Si tendance il y a, elle est positive en Suède (voir tableau 5). En y ajoutant la production suédoise à l'étranger (voir tableau 2), la tendance devient fortement positive. Il n'est pas question de désindustrialisation, simplement de la disparition d'emplois industriels non qualifiés, ce qui est un signe de santé. Ce qui, par contre, peut constituer un motif de préoccupation est la compétitivité du secteur privé et public des services.

Si l'on considère la production américaine, la presque totalité de sa compétitivité internationale se situe dans le secteur privé des services, ou dans les entreprises à l'intersection de l'industrie et des services privés (informatique, industrie pharmaceutique, biochimie, industrie aéronautique entre autres). Réunies, ces industries, en partie statistiquement non identifiées, représentent une part très importante de la production globale des États-Unis. Si l'industrie tradi-

tionnelle peu complexe des États-Unis a des difficultés, il s'agit en fin de compte d'un problème purement social. En effet, cela tient pour l'essentiel à ce que les industries traditionnelles ont été délaissées par leur main-d'œuvre qualifiée au profit du secteur en croissance des industries à forte intensité de savoir, en particulier le secteur privé des services. En Suède, et en Europe, ces industries à forte intensité de savoir, incluant une part importante de services, qui restent sou-



TABLEAU 5 : Les dimensions réelles de l'industrie

	1950	1970	1980	1985
1. Agriculture, sylviculture, industries minières	13,0	5,6	4,1	4,1
2. Industrie et production de services apparentés (3000)	45,3	49,6	47,0	48,7
a) industrie selon la comptabilité nationale	30,3	28,0	23,7	24,8
b) services apparentés	15,0	21,6	23,3	23,9
3. Entreprises d'utilité publique, bâtiment et travaux publics	10,5	11,3	11,0	10,7
4. Services privés directs aux consommateurs	(14,9)	13,9	12,3	12,7
5. Infrastructure (services de santé, recherche, éducation et assurances)	—	13,5	17,2	15,3
6. Action sur l'opinion et similaires	—	6,1	8,4	8,5
7. PNB total aux coûts de production				
a) pourcentage	100,0	100,0	100,0	100,0
b) milliards de couronnes suédoises	30,4	154,0	469,3	748,9

vent à petite échelle, sont loin de manifester la même vitalité. En Suède, une concentration de main-d'œuvre hautement qualifiée a eu lieu dans le secteur public.

Le secteur public

L'analyse économique classique considère l'industrie comme le moteur de l'économie, alors que l'activité du secteur public est vue comme une consommation, une charge qui doit être financée par la croissance industrielle. Par tradition, on néglige le secteur privé des services, bien qu'il emploie un bon tiers de la population active.

Ce que nous pouvons démontrer, c'est que l'industrie et les services privés font partie intégrante des structures productives globales de la nation. Il convient de ne pas les étudier séparément. Dans le même temps, le secteur public — outre ses tâches traditionnelles — assure une considérable production de capital d'infrastructures, tant matérielles que non matérielles, qui sont réputées avoir, et doivent avoir un impact sur la productivité dans le reste de l'industrie. Du milieu du XIX^e siècle jusque vers la fin des années 60, le secteur public suédois se consacrait presque exclusivement à l'éducation, aux services de santé et (plus récemment) aux assurances, ainsi qu'aux investissements dans le réseau de communications. Ce sont là des activités où le marché était jugé ne pas être parvenu à créer des options

satisfaisantes et qui toutes, directement ou indirectement, ont pu être bénéfiques à la production privée, notamment en améliorant les disponibilités en travailleurs qualifiés et en bonne santé. Ces dernières années, on estime que cette production de capital d'infrastructures a perdu de son efficacité. Les calculs effectués donnent à penser qu'un accroissement du capital d'infrastructures matérielles (routes et autres investissements dans le secteur des communications notamment) pourrait avoir d'importants impacts sur la productivité sur le reste de l'économie suédoise.

L'autonomie politique de la Suède et l'intégration économique avec l'Europe

Le commerce extérieur a toujours été une source de prospérité économique pour la Suède. L'internationalisation des entreprises suédoises s'était amorcée sérieusement dès le tournant du siècle, mais elle a progressé très rapidement depuis les années 60. Cependant, jusqu'à une date très récente, le système financier suédois était plus ou moins fermé aux échanges libres avec les marchés extérieurs. En fait, cela était dû à la volonté de maintenir un contrôle centralisé sur l'utilisation des ressources dans l'économie suédoise, ainsi que de rendre possible la rapide expansion du secteur public entamée dans les années 60 et poursuivie

dans les années 70 sous le gouvernement non socialiste. La réglementation des changes permettait une politique fiscale et monétaire nationale propre, aussi longtemps que l'industrie suédoise restait très compétitive et que le système financier international était relativement sous-développé.

Mais en l'espace de quelques décennies, la croissance du système financier international a fortement réduit l'indépendance économique-politique de tous les pays industriels, à l'exception des plus grands et des plus compétitifs. Pour la politique suédoise, c'était là une situation très inaccoutumée. Le facteur qui jusqu'à présent avait été la raison peut-être essentielle de ne pas adhérer à la CE — l'autonomie économique-politique — n'existait plus. Dans le même temps, la tension engendrée à l'intérieur par l'évolution du niveau des coûts, encore aggravée par l'expansion du secteur public, était pour les entreprises industrielles une incitation accrue à effectuer leurs nouveaux investissements à l'étranger. La politique économique nationale était condamnée à un degré grandissant par les exigences de rentabilité imposées par les marchés financiers internationaux. Dans cette optique, l'adhésion à la CE apparaissait comme un moyen de rétablir l'expansion industrielle en Suède et la crédibilité de sa politique économique.

La Suède dans l'Europe des années 90

Dans une optique à moyen terme, les grandes entreprises déjà importantes commanderont le développement économique de la Suède. Il est improbable que ces mêmes grandes entreprises puissent, dans les années 90, renouveler sur un large front leurs performances novatrices des années 80 et porter l'expansion industrielle suédoise jusqu'à l'an 2000. Toutes les données de l'expérience laissent à penser que quelques-unes de nos grandes entreprises connaîtront des difficultés notables dans les années 90. Une expansion à proximité des marchés dynamiques d'Europe apparaît plus attrayante, et les candidats de poids à l'expansion semblent faire défaut parmi les petites et moyennes entreprises. De plus,

L'ADHÉSION, UN ATOUT POUR UN NOUVEAU DYNAMISME ÉCONOMIQUE DE LA SUÈDE



l'industrie suédoise ne pourra compter cette fois sur le coup de pouce d'une dévaluation si elle vient à fléchir sous la concurrence internationale. La coopération européenne n'autorise pas ces solutions de fortune économique-politiques. Les petites et moyennes entreprises, en particulier les grands de la sous-traitance et notamment les nombreuses firmes qui fournissent des produits peu complexes sans l'appoint du développement des produits et de la connaissance des marchés internationaux, subiront la pression de plus en plus sévère de la concurrence internationale. Cette concurrence sera particulièrement intense de la part des nouveaux pays industrialisés et des entreprises qui naissent en Europe de l'Est. C'est pourquoi la main-d'œuvre de production non qualifiée sera dans l'avenir une catégorie très vulnérable sur le marché du travail et connaîtra une sensible détérioration relative de ses salaires, voire le chômage. Le développement industriel des années 90 sera marqué par de rapides transformations structurelles.

Cependant, l'évolution de la situation du marché du travail, et partant la modification des niveaux des salaires, qui refléteront mieux que par le passé l'apport de la force de travail à la production, en viendra simultanément à améliorer le niveau intérieur des coûts dans l'industrie suédoise. À condition que la formation de la main-d'œuvre suédoise ne subisse pas une sérieuse dégradation qualitative, la situation devrait s'améliorer de manière permanente du point de vue des coûts pour l'industrie nationale suédoise dans les années 90. S'il en était ainsi, cela représenterait un retournement de la tendance négative entamée dès le milieu des années 60, qui a de plus en plus érodé la rentabilité des investissements de production en Suède.

Ces nouvelles tendances devraient donc inciter peu à peu les investissements des entreprises industrielles suédoises à revenir au pays après l'exode vers la CE et les États-Unis qui a marqué les deux dernières décennies. Voilà pourquoi l'adhésion à la CE devrait à bien des égards être un bon stimu-

lant pour l'économie suédoise. Il semble que l'on puisse en dire autant des investissements étrangers en Suède. Dans les deux cas, nous avons été en mesure ces dernières années de déceler de telles évolutions dans les statistiques. C'est là que se situe du reste le principal motif d'optimisme quant au devenir de la croissance économique en Suède. La politique économique suédoise doit impérativement se donner pour objectif d'assurer la rentabilité des investissements productifs en Suède, sans interventions artificielles telles que la dévaluation. Mais la croissance ne viendra que petit à petit, alors que les effets négatifs des mesures nécessaires pour redresser la situation en matière de niveaux des coûts — notamment l'accroissement du chômage —, se manifestent immédiatement. C'est la raison pour laquelle l'industrie suédoise fait aujourd'hui — à retardement — l'expérience du climat de crise que la plupart des pays industriels européens ont déjà connu. Mais qui aurait pu croire sérieusement que la Suède pourrait être épargnée ?